



Ce jeudi soir, les principaux prévenus ont été transporté au Tribunal Militaire de Yaoundé.

Les dix jours accordés par le Commissaire de Gouvernement pour compléter les éléments de l'enquête arrivaient à échéance. Au neuvième jour donc, Jean-Pierre Amougou Belinga et ses co-accusés ont à nouveau été présentés devant le Commissaire du Gouvernement. L'affluence a été massive puisque tous les parkings sont occupés.

Les proches des mis en cause sont également venus nombreux, ainsi que le public qui veut connaître ce qui se passe cette affaire. L'on sentait en début de soirée que le dénouement n'est plus si loin. L'optimisme dans le public faisait espérer une courte soirée d'audiences. Toujours en début de soirée, une information a fait le tour des réseaux sociaux et annonçait une relaxe pure et simple de l'homme d'affaires.

Le soulagement s'est fait sentir du côtés de ses proches, alors que colère et frustration faisaient leur lit dans le public. Il s'est cependant avéré que tout n'était que des « Fake News ». Tractations en vue de leur libération ? Tel que cela se passe généralement, lorsqu'un prévenu arrive devant le commissaire du gouvernement, on lui lit le chef d'accusation qui est retenu contre lui et ainsi que la décision à votre endroit. Trois cas peuvent survenir. Soit il est placé en détention préventive, soit on ouvre une information judiciaire, soit encore il peut être élargi. C'est un de ces scenarii que l'on attendait de voir à la fermeture des portes du tribunal

militaire.

Les choses se sont passées différemment cependant dans le cas de ce prévenu qui connaît tout le gratin politico-militaire de la République. D'abord, l'ambiance est anormalement amical entre les mis en cause et les autorités, puis, ils sont laissés entre eux. Et puis, les minutes s'égrainent inlassablement sans que l'on ne soit en mesure de savoir pourquoi. Si Jean-Pierre Amougou Belinga est arrivé au Tribunal Militaire aux alentours de 15h40, ce ne sera qu'après 2h05 du matin que les véhicules du SED vont sortir avec les principaux suspects. On apprendra qu'ils retournent au Secrétariat d'État à la Défense chargée de la Gendarmerie sans aucune explication. Que s'est-il passé dans les couloirs du Tribunal Militaire ? On le saura certainement bien vite.

ôCamer
